

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

LOI DE RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE

Un instrument mal utilisé

Accompagné du rapport d'appréciation de la Cour des comptes, établi chaque année sur l'exécution du budget de l'Etat, la loi de règlement budgétaire (LRB) est un outil de contrôle permettant au pouvoir législatif de suivre et de contrôler la gestion des fonds publics. Elle est un des trois types de lois de finances avec les lois de finances initiale et complémentaire. À la fin de chaque exercice, elle arrête le montant définitif des dépenses et des recettes de l'Etat et le résultat budgétaire qui en découle, même si en Algérie nous n'en sommes pas encore là, mais à n moins 2 (2014 moins 2 = 2012), puisque le Parlement vient d'adopter la LRB pour 2012.

Par ailleurs, elle décrit les opérations de trésorerie et ratifie les opérations réglementaires ayant affecté l'exécution du budget. Elle peut, en outre, comprendre des dispositions sur l'information et le contrôle des finances publiques, la comptabilité et la responsabilité des agents. Après l'APN en janvier, le Conseil de la nation a adopté le 11 mars le projet de LRB pour 2012.

Selon cette loi, le déficit réel en 2012 a été de 3 570 milliards (Mds) de DA (22,53% du PIB), contre des prévisions de la loi de finances complémentaire (LFC) de 4 276,4 mds de DA (28% du

PIB), soit un différentiel de 706,6 Mds de DA (-16,5%). Les recettes totales effectives ont été, quant à elles, de 3 804,4 Mds de DA contre des prévisions de 3 469,08 Mds de DA, soit une plus-value de 335,32 Mds de DA, représentant une hausse de 9,6% des recettes par rapport aux estimations de la LFC 2012. Quant aux dépenses budgétaires effectivement engagées, elles se sont chiffrées à 7 081,4 Mds de DA (contre des prévisions de 7 745,5 Mds de DA dans la LFC pour 2012, se répartissant entre près de 4 700 Mds de DA de dépenses de fonctionnement (66,25%) et 2 390 Mds de DA



d'équipement (33,75%), soit un taux de consommation de 85%.

En outre, un montant de 292,8 Mds de DA de dépenses imprévues ont été enregistrées dans le budget 2012, ce qui a fait porté le déficit réel à près de 3 570 Mds de DA (contre une prévision de 4 276,4 Mds de DA).

Pour plus de transparence

Le même texte précise que le montant des importations de

marchandises a atteint réellement 50,38 mds de dollars en 2012 alors que la LFC 2012 avait tablé sur des importations de 46,87 mds de dollars, tandis que les exportations des hydrocarbures en 2012, elles se sont élevées à 70,58 mds de dollars contre une prévision de 62,81 mds de dollars.

Sur le plan économique, le taux de croissance en 2012 s'est situé à 3,3% globalement et à

7,1% en hors hydrocarbures, contre respectivement 4,7% et 5,5% prévus dans la LFC de la même année.

Le document explique que ce ralentissement de la croissance économique était dû à la décroissance depuis 2006 de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures avec une régression de 3,3% en 2011 et de 3,4% en 2012. En 2012, le taux d'inflation enregistré était de l'ordre de 8,89%, soit un niveau supérieur de 4,89% par rapport aux prévisions de la LFC et de 4,37% par rapport à l'activité de 2011.

En conclusion, un taux de consommation insuffisant, trop de dépenses imprévues, une inflation galopante, des importations qui explosent...

Très maigres résultats : et dire que pour rappel, en Algérie, il aura fallu attendre 31 ans (depuis 1981) pour que la loi sur le règlement budgétaire pour l'exercice 2008 soit présentée et adoptée en 2011.

Quatre années plus tard, nous en sommes à la LRB pour 2012. Encore beaucoup à faire pour plus de transparence budgétaire.

Djilali Hadjadj

Un mécanisme de contrôle a posteriori de l'exécution du budget

Selon l'article 5 de la loi organique 84-17 du 07 juillet 1984, relative aux lois de finances, «la LRB est l'acte par lequel il est rendu compte de l'exécution d'une loi de finances et, le cas échéant, des lois de finances complémentaires ou modificatives afférentes à chaque exercice». L'avant-projet de LRB est accompagné d'un rapport d'appréciation de la Cour des comptes (CDC). Ce rapport de la CDC est

constitué des notes sectorielles, qui examinent les conditions de gestion des départements ministériels résultant des contrôles effectués, après avoir fait l'objet d'une procédure contradictoire avec les gestionnaires concernés.

Puis il est transmis au gouvernement pour adoption avant d'être déposé au niveau du Parlement. Ainsi, des recommandations sont portées à l'adresse de ces gestion-

naires dans l'optique d'améliorations qu'ils se devront d'apporter pour une amélioration de la gestion publique.

Malheureusement, ce rapport n'est pas rendu public : il est transmis aux parlementaires en annexe du projet de LRB, lesquels sollicitent la Cour des comptes à participer aux débats qui entourent cette présentation et l'audition des ministres concernés.

LSC

Le regard critique de la Cour des comptes

En 2013, la Cour des comptes (CDC) jetait un regard critique (communication d'un magistrat lors d'un colloque en France) sur le processus d'élaboration de la LRB en Algérie. Extraits. «Cette LRB et surtout le rapport d'appréciation de la Cour des comptes ont donné lieu à la résurgence du débat sur la transparence budgétaire et les comptes spéciaux du Trésor (CAS), appelés vulgairement «caisses noires de l'Etat», et dépassant 100 CAS, un souci en relation avec la transparence budgétaire qui pose de facto la question de la traçabilité des fonds et leur affectation...» Toujours dans la même communication de

2013, il est écrit ceci : «Les multitudes entraves juridiques actuelles relatives à la possibilité de publication de ses travaux de la CDC pour le grand public en toute indépendance constituent un frein certain pour admettre son utilité pour le citoyen lambda.»

A propos du rôle de la CDC dans la LRB, on lit aussi : «Prévue légalement, la consultation de la Cour des comptes par le pouvoir exécutif et législatif s'est limitée jusqu'à présent à son concours à l'APLRB (*), par l'entremise de son rapport d'appréciation comme cité précédemment, assistance non sollicitée ni par l'Exécutif ni par le Parlement ; obstacles : réforme

des finances publiques non encore achevée, APLRB présentée pour l'exercice n-3 au lieu de n-1, transmission du rapport d'appréciation à l'APN par l'entremise du gouvernement, impossibilité de publication du rapport d'appréciation et du rapport annuel ou de synthèses de ses rapports par ses propres soins, faible communication avec l'environnement spécialisé et le grand public.»

Autre extrait significatif de cette communication : «... La Cour des comptes s'efforce, depuis deux années déjà, à revoir sa méthodologie appliquée précédemment dans la préparation dudit rapport dans un but d'efficacité et de

transparence et concourant à l'atteinte des objectifs recherchés par le citoyen auquel le gouvernement doit rendre compte du moindre centime dépensé...

Enfin, toutes les démarches entreprises par la Cour des comptes pour une plus grande transparence des finances publiques restent relatives et tributaires d'une volonté politique manifeste et d'une responsabilisation des élus de la nation à qui échoit le véritable contrôle des budgets votés...» Fin de citation. L'Exécutif en prend pour son grade, même si c'est à mots feutrés.

* APLRB : Avant-projet de loi de règlement budgétaire

L'Algérie veut impliquer le marché financier dans le financement des projets

Le ministre des Finances a affirmé, lors de sa rencontre mercredi 11 mars à Alger avec le vice-président de la Société financière internationale (SFI), Dimitris Tsitsiragos, la volonté du gouvernement d'impliquer davantage le marché financier dans le financement des projets en Algérie. Selon un communiqué du ministère, M. Djellab a mis l'accent particulièrement sur «la volonté du gouvernement de poursuivre les réformes engagées au niveau du secteur des finances qui impliqueront de plus en plus le marché dans le financement des projets». Le ministre a également mis en exergue les réformes engagées par l'Algérie et les mesures prises pour intensifier et faciliter l'acte d'investir, ajoute la même source.

De son côté, le vice-président de la SFI a souligné la disponibilité de cette filiale de la Banque mondiale (BM) à accompagner l'Algérie et appuyer ses efforts, notamment en termes de services conseils.

Dans ce sillage, il a notamment évoqué les possibilités de coopération et d'assistance en matière de partenariat public et privé (PPP), d'assistance technique au secteur bancaire, de renforcement des capacités à travers des formations dans les métiers de banque et de marché, outre les produits classiques qu'offre la SFI comme la prise de participation dans le capital des entreprises et les garanties.

M. Tsitsiragos a relevé aussi, lors de cet entretien, les réalisations de l'Algérie en termes de stabilité et de croissance, en faisant référence au potentiel de développement du secteur privé et de la place qu'il pourrait occuper pour renforcer et soutenir la croissance. Le vice-président de la SFI était en visite en Algérie les 11 et 12 mars dans le cadre de la redynamisation de la coopération avec cette institution dont l'Algérie est membre et siège à son conseil d'administration.

M. Djellab avait rencontré M. Tsitsiragos lors des assemblées annuelles du groupe de la Banque mondiale et du FMI tenues à Washington en octobre 2014, rappelle-t-on de même source.